

JACQUES LEFORT

1939-2014

HOMMAGE



24 janvier 2015
Collège de France, salle Lévi-Strauss
PARIS

Création et composition – Fabien TESSIER

Infographie – Artyom TER-MARKOSYAN

Photographies – Hatice GONNET, Vassiliki KRAVARI, Dumbarton Oaks

Textes et documents réunis par Olivier DELOUIS

© Association Archives de l'Athos, Paris-Athènes, novembre 2015, 2^e tirage.



PROGRAMME DE LA JOURNÉE

Vincent **DÉROCHE** – Mot d'accueil

Hélène **AHRWEILER** – Autour de Paul Lemerle

Hatice **GONNET** – Évocations d'Anatolie

Daniel **DEFERT** – Le voyage d'Israël

Marie-France **AUZÉPY** et Irène **SORLIN** – Le « groupe Temps »

René **BONDOUX** et Jean-Pierre **GRÉLOIS** – Le séminaire de l'EPHE

Pause

Jean-Pierre **SODINI** – L'archéologie des paysages chez Jacques Lefort

Cécile **MORRISSON** – Le condisciple et coéditeur

Jean-Marie **MARTIN** – Entre Italie et Athos

Christophe **GIROS** – Les archives de l'Athos

Tsissana **BIBILEISHVILI** – En Géorgie, autour d'Iviron (*in absentia*)

Pierre **TOUBERT** – Quelques mots encore



1. Prooimion de Michel, neveu de l'archevêque de Thessalonique, didascale de l'Évangile, *Travaux et Mémoires* 4, 1970, p. 375-393.
2. Monastère d'Esphigménou. Mission de M. Lefort en septembre 1968 et avril 1969, *ibidem*, p. 523-524.
3. *Actes d'Esphigménou* (Archives de l'Athos 6), Paris 1973, 244 p.
4. Fiscalité médiévale et informatique : recherches sur les barèmes pour l'imposition des paysans byzantins du xiv^e siècle, *Revue Historique* 512, 1974, p. 315-356.
5. Rhétorique et politique : trois discours de Jean Mauropous en 1047, *Travaux et Mémoires* 6, 1976, p. 265-303.
6. Analyse automatique des documents fiscaux byzantins, dans *Informatique et histoire médiévale* (Collection de l'École française de Rome 31), Rome 1977, p. 277-289.
7. Observations diplomatiques et paléographiques sur les praktika du xiv^e siècle, dans *La paléographie grecque et byzantine* (Colloques internationaux du CNRS 449), Paris 1977, p. 461-472.
8. En Macédoine orientale au x^e siècle : habitat rural, communes et domaines, dans *Occident et Orient au x^e siècle* (Publications de l'Université de Dijon 57), Paris 1979.
9. (avec R. Bondoux, M.-F. Rouan, I. Sorlin) Temps et histoire I : Le prologue de la Chronique Pascale, *Travaux et Mémoires* 7, 1979, p. 223-301.
10. De Bolbos à la plaine du Diable. Recherche topographique en Chalcidique byzantine, *Travaux et Mémoires* 7, 1979, p. 465-489.
11. Une grande fortune foncière aux x^e-xiii^e s. : les biens du monastère d'Iviron, dans *Structures féodales et féodalisme dans l'Occident méditerranéen (x^e-xiii^e siècles)* (Collection de l'École française de Rome 44), Rome 1980, p. 727-742.

12. *Documents grecs dans les archives de Topkapı Sarayı, contribution à l'histoire de Cem sultan*, Ankara 1981, 216 p.
13. Le cadastre de Radolibos (1103), les géomètres et leurs mathématiques, *Travaux et Mémoires* 8, 1981, p. 269-313.
14. *Villages de Macédoine, Notices historiques et topographiques sur la Macédoine orientale au Moyen Âge. 1, La Chalcidique occidentale* (Travaux et Mémoires, Monographies 1), Paris 1982, 216 p.
15. Lettre du podestat et des seigneurs de Chio au sultan Soliman le Magnifique (1533), *Travaux et recherches en Turquie* 1982 (Collection Turcica 2), Louvain 1983, p. 55-61.
16. Habitats fortifiés en Macédoine orientale au Moyen Âge, dans *Castrum 1. Habitats fortifiés et organisation de l'espace en Méditerranée médiévale* (Travaux de la Maison de l'Orient 4), Lyon 1983, p. 99-103.
17. (avec J.-M. Martin) Fortifications et pouvoirs en Méditerranée (x^e-xii^e siècles), *ibidem*, p. 197-204.
18. (avec D. Papachryssanthou) Les premiers Géorgiens à l'Athos dans les documents byzantins, *Bedi Kartlisa* 41, 1983, p. 27-33.
19. (avec J. Beaucamp et alii) La Chronique Pascale : le temps approprié, dans *Le temps chrétien de la fin de l'Antiquité au Moyen Âge* (Colloques internationaux du CNRS 604), Paris 1984, p. 451-468.
20. (avec N. Oikonomidès et D. Papachryssanthou, et la collaboration d'H. Métrévéli) *Actes d'Ivion. 1, Des origines au milieu du x^e siècle* (Archives de l'Athos 14), Paris 1985, 318 p.
21. Radolibos : population et paysage, *Travaux et Mémoires* 9, 1985, p. 195-234.
22. (avec C. Morrisson et J.-P. Sodini) Essor et crise : la fin de Byzance, dans *Le grand atlas de l'archéologie*, Paris 1985, p. 142-143.
23. (avec P. Bellier, R.-C. Bondoux, J.-C. Cheynet, B. Geyer, J.-P. Grélois, V. Kravari) *Paysages de Macédoine, leurs caractères, leur évolution à travers les documents et les récits des voyageurs* (Travaux et Mémoires, Monographies 3), Paris 1986, 311 p.

24. Population and Landscape in Eastern Macedonia during the Middle Ages : The Example of Radolibos, dans A. Bryer, H. Lowry (éd.), *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, Birmingham-Washington 1986, p. 11-21.
25. (avec J.-M. Martin) Le sigillion du catépan d'Italie Eustathe Palatinos pour le juge Byzantios (décembre 1045), *Mélanges de l'École française de Rome* 98, 1986, p. 525-542.
26. Une exploitation de taille moyenne au XIII^e siècle en Chalcidique, dans *Ἀφιέρωμα στὸν Νίκο Σβορώνο*, I, Réthymnon 1986, p. 362-372.
27. La Rome d'Orient qui régna sur le monde, *Géo*, mars 1987, p. 113-116.
28. Le territoire : introduction, dans G. Noyé (éd.), *Castrum 2. Structures de l'habitat et occupation du sol dans les pays méditerranéens : les méthodes et l'apport de l'archéologie extensive*, Rome-Madrid 1988, p. 393-394.
29. (avec N. Oikonomidès et D. Papachryssanthou, et la collaboration de V. Kravari et d'H. Métrévéli) *Actes d'Iviron. II, Du milieu du XI^e siècle à 1204* (Archives de l'Athos 16), Paris 1990, 368 p.
30. (avec V. Kravari et C. Morrisson, éd.) *Hommes et richesses dans l'Empire byzantin. II, VIII^e-XV^e siècle* (Réalités byzantines 3), Paris 1991, 390 p.
31. (avec J.-M. Martin) L'organisation de l'espace rural : Macédoine et Italie du Sud (X^e-XIII^e siècle), *ibidem*, p. 11-26.
32. Population et peuplement en Macédoine orientale, IX^e-XV^e siècle, *ibidem*, p. 63-82.
33. Anthroponymie et société villageoise (X^e-XIV^e siècle), Séminaire EPHE IV^e Section, *ibidem*, p. 225-238.
34. (avec R. Bondoux, J.-C. Cheynet, J.-P. Grémois, V. Kravari) *Géométries du fisc byzantin, édition, traduction, commentaire* (Réalités byzantines 4), Paris 1991, 295 p.
35. Toponymie et anthroponymie : le contact entre Grecs et Slaves en Macédoine, dans J.-M. Poisson (éd.), *Castrum 4. Frontière et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen Âge*, Rome-Madrid 1992, p. 161-171.
36. (avec J.-M. Martin) De l'évêché au village : les frontières mineures en Italie du Sud et en Macédoine, *ibidem*, p. 340-341.

37. (avec B. Geyer et F. Planet) Prospection dans la région de Bursa 1990, dans *IX Arastirma sonuçlari toplantisi*, Ankara 1992, p. 109-118.
38. Rural Economy and Social Relations in the Countryside, *Dumbarton Oaks Papers* 47, 1993, p. 101-113.
39. Tableau de la Bithynie au XIII^e siècle, dans É. Zachariadou (éd.), *The Ottoman Emirate (1300-1389)*, Réthymnon 1993, p. 101-117.
40. (avec N. Oikonomidès, D. Papachryssanthou et V. Kravari, et la collaboration d'H. Métrévéli) *Actes d'Iviron. III, De 1204 à 1328* (Archives de l'Athos 18), Paris 1994, 412 p.
41. Les communications entre Constantinople et la Bithynie, dans C. Mango et G. Dagron (éd.), *Constantinople and its Hinterland*, Aldershot 1995, p. 207-218.
42. (avec N. Oikonomidès, D. Papachryssanthou et V. Kravari, et la collaboration d'H. Métrévéli), *Actes d'Iviron. IV, De 1328 au début du xv^e siècle* (Archives de l'Athos 19), Paris 1995, 260 p.
43. Constantinople et la Bithynie, ou les fonctions d'un hinterland, *Mélanges de l'École française de Rome* 108, 1996, p. 366-369.
44. R. Hodges et D. Whitehouse, *Mahomet, Charlemagne et les origines de l'Europe* (Réalités byzantines 5), trad. par C. Morrisson avec la collaboration de J. Lefort et J.-P. Sodini, Paris 1996, 189 p.
45. L'Empire byzantin, dans J. Tulard (éd.), *Les empires occidentaux de Rome à Berlin*, Paris 1997, p. 109-138.
46. Articles « Athos », « mesures », « Olympe », dans A. Vauchez (éd.), *Dictionnaire Encyclopédique du Moyen Âge*, Paris 1997, p. 143-146, 993, 1105.
47. La brève histoire du jeune Bragadin, dans I. Ševčenko, I. Hutter (éd.), *Ἀετός. Studies in honour of Cyril Mango*, Stuttgart-Leipzig 1998, p. 210-219.
48. Le coût des transports à Constantinople, portefaix et bateliers au xv^e siècle, dans *Εὐψυχία. Mélanges offerts à Hélène Ahrweiler* (Byzantina Sorbonensia 16), Paris 1998, p. 413-425.
49. (avec K. Smyrlis) La gestion du numéraire dans les monastères byzantins, *Revue numismatique* 153, 1998, p. 187-215.

50. La transmission des biens en milieu paysan dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle en Macédoine, dans J. Beaucamp, G. Dagron (éd.), *La transmission du patrimoine, Byzance et l'aire méditerranéenne* (Travaux et Mémoires, Monographies 11), Paris 1998, p. 161-177.
51. La représentation de l'espace et du paysage dans les documents de l'Athos, dans A. Bazzana (éd.), *Castrum 5. Archéologie des espaces agraires méditerranéens au Moyen Âge*, Madrid -Rome -Murcie 1999, p. 103-112.
52. La fortune foncière de Vatopédi hors de l'Athos avant la fin du ^{xiii}^e siècle, dans P. Gounaridès (éd.), *Τερὰ μονή Βατοπεδίου, ιστορία καὶ τέχνη* (Ἀθωνικά Σύμμεκτα 7), Athènes 1999, p. 43-54.
53. (avec J. Bompaire, V. Kravari et Ch. Giros) *Actes de Vatopédi. I, Des origines à 1329* (Archives de l'Athos 21) Paris 2001, 475 p.
54. (avec B. Geyer et R. Dalongeville) Les niveaux du lac de Nicée au Moyen Âge, dans J.-M. Martin (éd.), *Castrum 7. Zones côtières littorales dans le monde méditerranéen au Moyen Âge : défense, peuplement, mise en valeur*, Rome-Madrid 2001, p. 77-93.
55. In memoriam : Nicolas Oikonomidès, *Revue des études byzantines* 59, 2001, p. 251-254.
56. The Rural Economy, Seventh-Twelfth Centuries, dans A.E. Laiou (éd.), *The Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century* (Dumbarton Oaks studies 39), Washington 2002, p. 231-310 [cf. n° 67 pour la version française].
57. (avec B. Geyer, éd.) *La Bithynie au Moyen Âge* (Réalités byzantines 9), Paris 2003, 296 p.
58. Les miniatures de Matrakci, *ibidem*, p. 99-112.
59. (avec B. Geyer, Y. Koç et Ch. Châtaignier) Les villages et l'occupation du sol au début de l'époque moderne, *ibidem*, p. 411-430.
60. Les grandes routes médiévales, *ibidem*, p. 461-472.
61. (avec B. Geyer) L'évolution de l'occupation du sol et du paysage, *ibidem*, p. 535-545.
62. Mesure fiscale de la terre à Byzance, dans L. Moulinier, L. Teisseyre-Sallmann, C. Verna (éd.), *La juste mesure. Quantifier, évaluer, mesurer entre Orient et Occident (VIII^e-XVIII^e siècle)*, Saint-Denis 2005, p. 23-33.

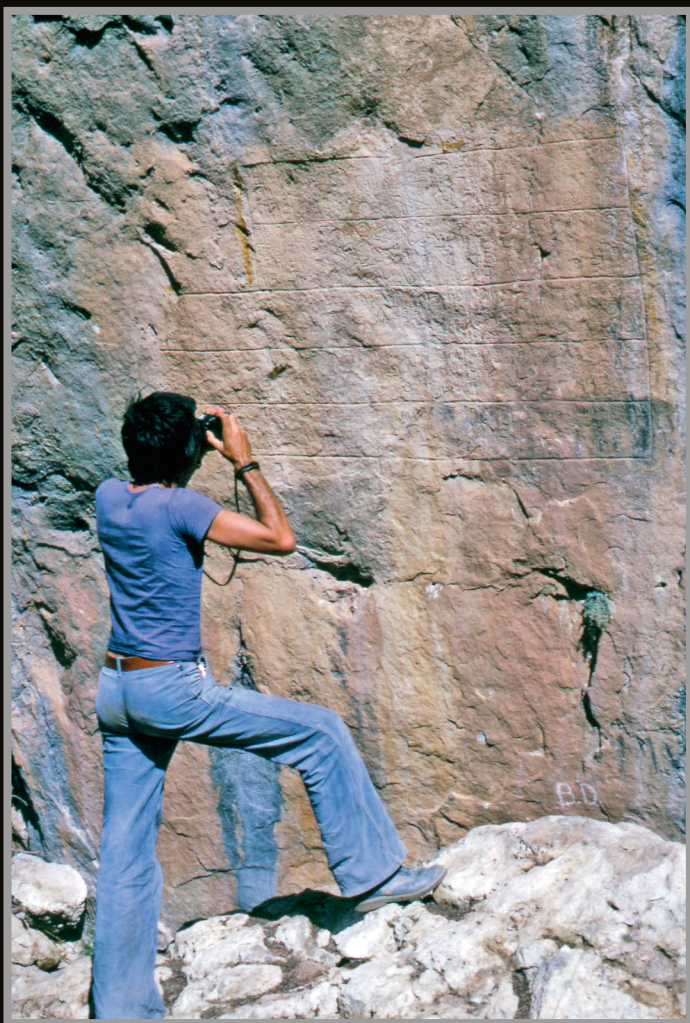
63. (avec C. Morrisson et J.-P. Sodini, éd.) *Les villages dans l'Empire byzantin (IV^e-XV^e siècle)* (Réalités byzantines 11), Paris 2005, 591 p.
64. Les villages de Macédoine orientale au Moyen Âge (X^e-XIV^e siècle), *ibidem*, p. 289-299.
65. (avec V. Kravari, C. Giros et K. Smyrlis) *Actes de Vatopédi. II, De 1330 à 1376* (Archives de l'Athos 22), Paris 2006, 525 p.
66. *Société rurale et histoire du paysage à Byzance* (Bilans de recherche 1), Paris 2006, 524 p. – Sont réimprimés les 20 articles suivants : n^{os} 4, 8, 10, 13, 16, 21, 26, 31, 32, 33, 35, 38, 39, 49, 50, 51, 54, 56, 62, 64.
67. Population et démographie, dans J.-C. Cheynet (éd.), *Le monde byzantin. II, L'Empire byzantin (641-1204)* (Nouvelle Clío), Paris 2006, p. 203-219.
68. Économie et société rurales, *ibidem*, p. 221-247.
69. La population et l'évolution démographique, dans A. Laiou et C. Morrisson (éd.), *Le monde byzantin. III, L'empire grec et ses voisins, XIII^e-XV^e siècle* (Nouvelle Clío), Paris 2011, p. 71-77.
70. Économie et société rurales, *ibidem*, p. 79-93.
71. (avec J.-P. Grélois, trad.) *Géoponiques* (Collège de France – CNRS Centre de recherche d'histoire et civilisation de Byzance, Monographies 38), Paris 2012.
72. Note sur antipathie et sympathie dans les *Géoponiques*, *Revue des études byzantines* 71, 2013, p. 285-293.
73. (avec V. Kravari, C. Giros, K. Smyrlis et R. Estangüi Gómez) *Actes de Vatopédi. III, De 1377 à 1500* (Archives de l'Athos 23), Paris, à paraître.

N'ont pas été inclus dans cette bibliographie les « Rapports sur les conférences » publiés dans l'*Annuaire de l'École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques* de 1982 à 2004, qui documentent l'histoire du séminaire de Jacques Lefort. Ces rapports sont aisément accessibles sur le site persee.fr. Trois longs articles consacrés à la question palestinienne en Israël, reproduits ci-après (*Le Monde* des 18, 19 et 21 août 1967), n'ont pas non plus été indiqués.

Je voudrais brièvement évoquer les circonstances qui m'ont conduit à étudier l'économie et la société rurale, l'histoire de l'occupation du sol et celle du paysage dans l'empire byzantin. Ils ne sont pas les seuls ni les premiers qui m'aient retenu. Je suis né dans une famille de physiciens, dans un milieu où les sciences dures étaient à l'honneur, mais j'ai fait du grec, et je passais l'été dans un village du Jura. Au lycée d'Enghien, Lucie Aubrac, mon professeur d'histoire, m'attira vers cette discipline, et son marxisme plus ou moins explicite me convainquit d'abord que le matérialisme historique était la science de l'histoire. Puis, étudiant à la Sorbonne, j'ai été l'élève de Paul Lemerle, qui m'apprit les vertus du positivisme, et j'ai aimé la géographie. Ensuite, à la Fondation Thiers puis au CNRS, j'ai été attiré, au début des années 70, sous l'influence de ce qu'on appelait le structuralisme, par la rhétorique byzantine. Il en est résulté deux articles, une communication non publiée¹, ainsi que deux études collectives sur la Chronique pascale².

C'est l'offre que me fit Paul Lemerle d'éditer les *Actes d'Esphigménou*, parus en 1973 dans la collection Archives de l'Athos, qui m'a fait passer de la littérature aux documents d'archives et m'a incité à pratiquer un « positivisme heureux », selon la belle expression par laquelle Michel Foucault a caractérisé son séminaire au Collège de France. J'aurais ainsi traversé toutes les modes du xx^e siècle. Paul Lemerle m'a également invité à visiter l'Anatolie, contrée dans laquelle, de la mer Égée au lac de Van, les paysages sont contrastés, ce qui m'a incité à élargir mon champ d'études vers l'histoire de l'occupation du sol et m'a mis en rapport avec d'autres documents d'archives ; par la suite, Hatice Gonnet (CNRS) m'a sensibilisé à la diversité des civilisations anatoliennes et m'a initié à la langue turque, ce qui m'a été utile.

1. J. LEFORT, Prooimion de Michel, neveu de l'archevêque de Thessalonique, didascale de l'Évangile, *Travaux et Mémoires*, 4, 1970, p. 375-393. – J. LEFORT, Trois discours de Jean Mauropous en 1047, *Travaux et Mémoires*, 6, 1976, p. 265-303. – Rhétorique et symbolique, communication présentée au XV^e Congrès international des études byzantines à Athènes en 1976.
2. J. BEAUCAMP, R. BONDOUX, J. LEFORT, M.-Fr. ROUAN, I. SORLIN, Temps et histoire I : Le prologue de la Chronique Pascale, *Travaux et Mémoires*, 7, 1979, p. 223-301. – EID., La Chronique Pascale : le temps approprié, dans *Le temps chrétien de la fin de l'Antiquité au Moyen Âge* (Colloques internationaux du CNRS, 604), Paris, 1984, p. 451-468.



Sous la houlette de Denise Papachryssanthou (CNRS), j'ai publié un article de diplomatique sur les documents fiscaux byzantins³, édité en particulier, avec l'aide pour la traduction en turc d'Hatice Gonnet, des documents grecs du x^v^e siècle conservés dans les archives de Topkapı Sarayı⁴, et, en collaboration, dans la collection Archives de l'Athos, les quatre tomes des *Actes d'Iviron* et deux tomes (le troisième est à venir) des *Actes de Vatopédi*⁵.

L'idée que, grâce à l'informatique, à laquelle j'ai été initié dès le début des années 1970 par Michel Jacques à Paris VII (« L'ordinateur pour étudiants »), les mathématiques (en l'occurrence la méthode des moindres carrés) pouvaient servir à comprendre la logique de l'imposition dans les actes de recensement (*praktika*) byzantins, m'a conduit à chercher, avec le concours d'un physicien, Christian Guilpin (Paris VII), quel pouvait être le barème pour l'imposition des paysans macédoniens au xiv^e siècle (n° I des articles ici rassemblés, 1974). Je suis revenu sur cette recherche à mon séminaire de l'EPHE en 1991-1992, ce qui a donné lieu à des notes dans les tomes III et IV des *Actes d'Iviron*. Ces notes modifient sur quelques points (en particulier sur l'existence, tenue d'abord par moi pour improbable puis pour probable, d'un impôt sur le feu) les résultats présentés en 1974⁶.

Devenu trop confiant dans les pouvoirs de l'informatique, et peut-être imprudemment guidé, j'ai publié en 1977 une communication, aujourd'hui caduque, sur l'analyse automatique du texte des documents fiscaux byzantins⁷. Cette recherche,

3. J. LEFORT, Observations diplomatiques et paléographiques sur les praktika du xiv^e siècle, dans *La paléographie grecque et byzantine*, Paris, 1977, p. 461-472.
4. J. LEFORT, *Documents grecs dans les archives de Topkapı Sarayı, contribution à l'histoire de Cem sultan*, avec une traduction turque par Hatice Gonnet, Ankara, 1981. – Voir aussi J. LEFORT, Lettre du podestat et des seigneurs de Chio au sultan Soliman le Magnifique (1533), dans *Travaux et recherches en Turquie 1982* (Collection Turcica, 2), Louvain, 1983, p. 55-61. – J. LEFORT et J.-M. MARTIN, Le sigillion du catépan d'Italie Eustathe Palatinos pour le juge Byzantios (décembre 1045), *Mélanges de l'École française de Rome*, 98, 1986, p. 525-542.
5. J. LEFORT, N. OIKONOMIDÈS et D. PAPACHRYSSANTHOU, avec la collaboration d'H. MÉTRÉVÉLI, *Actes d'Iviron*, I, *Des origines au milieu du xi^e siècle*, Paris, 1985. – EID., avec la collaboration de V. KRAVARI, *Actes d'Iviron*, II, *Du milieu du xi^e siècle à 1204*, Paris, 1990. – EID., *Actes d'Iviron*, III, *De 1204 à 1328*, Paris, 1994. – EID., *Actes d'Iviron*, IV, *De 1328 au début du xvi^e siècle*, Paris, 1995. – J. BOMPAIRE, J. LEFORT, V. KRAVARI et Ch. GIROS, *Actes de Vatopédi*, I, *Des origines à 1329*, Paris, 2001. – J. LEFORT, Ch. GIROS, V. KRAVARI, K. SMYRLIS, *Actes de Vatopédi*, II, *De 1330 à 1376*, Paris, 2006.
6. Cf. *Iviron*, III, p. 153-154, 191, 215-216, 242, 261 ; *Iviron*, IV, p. 58-59, 81.
7. J. LEFORT, Analyse automatique des documents fiscaux byzantins, dans *Informatique et histoire médiévale* (Collection de l'École française de Rome, 31), Rome, 1977, p. 277-289.

formellement réussie grâce au travail de N. Nguyen Tan (Collège de France), a finalement été vaine : le bénéfice de temps obtenu grâce à l'automatisation était contrebalancé par la lourdeur d'une programmation qui devait prendre en compte toutes les particularités d'un texte écrit dans un langage naturel. C'était de mauvaise méthode.

C'est Pierre Toubert qui m'a orienté vers mon champ d'étude principal, l'histoire de l'occupation du sol dans l'empire byzantin. C'est à son instigation que j'ai présenté une communication, lors d'un congrès tenu à Dijon, sur l'habitat rural et le régime de la propriété en Macédoine orientale au ^x^e siècle (article n° II, 1979). Par la suite, j'ai été stimulé par mes participations aux colloques organisés par lui, qui ont donné lieu à des publications dans la série « *Castrum* » : sur les habitats fortifiés en Macédoine orientale à l'époque byzantine (article n° V, 1983), le contact entre Grecs et Slaves en Macédoine (article n° XI, 1992), la représentation de l'espace et du paysage dans les documents de l'Athos (article n° XVI, 1999), et, en collaboration avec Bernard Geyer et Rémy Dalongeville (CNRS), les niveaux du lac de Nicée au Moyen Âge (article n° XVII, 2001).

Une recherche topographique en Chalcidique, menée dans la perspective d'une histoire de l'occupation du sol, fondée sur les documents de l'Athos, les cartes bien sûr et des recherches sur le terrain, visant à localiser les habitats médiévaux et à déterminer les limites des domaines, a abouti à une première publication (article n° III, 1979), puis en 1982 à un livre sur l'habitat médiéval en Chalcidique occidentale⁸.

La singularité mathématique d'un document cadastral (relatif à Radolibos en Macédoine orientale), qui indique d'une part les dimensions d'environ mille parcelles et d'autre part leur superficie, suppose des calculs géométriques qui sont de prime abord incompréhensibles ; mais les superficies qui résultent du calcul s'expliquent si l'on admet l'existence d'une erreur systématique de méthode, dont s'est rendu coupable le géomètre byzantin (article n° IV, 1981). Cette « découverte » m'a amené à organiser une recherche collective, dans le cadre de mon séminaire, sur les méthodes recommandées par les géomètres du fisc byzantin pour calculer la superficie des parcelles, recherche qui a abouti à la publication d'un livre en 1991⁹.

8. J. LEFORT, *Villages de Macédoine, Notices historiques et topographiques sur la Macédoine orientale au Moyen Âge. 1. La Chalcidique occidentale* (Travaux et Mémoires, Monographies, 1), Paris, 1982.

9. J. LEFORT, R. BONDOUX, J.-Cl. CHEYNET, J.-P. GRÉLOIS, V. KRAVARI, *Géométries du fisc byzantin, édition, traduction, commentaire* (Réalités byzantines, 4), Paris, 1991.

Le cadastre de Radolibos et d'autres documents fiscaux m'ont conduit à entreprendre d'autres recherches sur ce village, dans la double perspective d'une histoire de l'occupation du sol et de la démographie historique. L'étude topographique du cadastre a été faite avec l'aide d'un physicien du Collège de France, A. Faye, l'informatique ayant été en ce cas utile pour établir l'ordre d'énumération des lieux-dits dans le cadastre, qui traduit un parcours circulaire des géomètres dans le territoire villageois (article n° VI, 1985).

La géographie, par heureuse tradition associée en France à l'histoire, a toujours, je l'ai dit, été proche de mes préoccupations. Bernard Geyer (CNRS) a collaboré avec moi pour le livre collectif, élaboré dans le cadre de mon séminaire et publié en 1986, qui est intitulé *Paysages de Macédoine*¹⁰. Ce livre suggérait, à partir d'enquêtes sur le terrain mais surtout des indications fournies par les documents de l'Athos, l'existence d'un essor économique et démographique en Macédoine entre le x^e et le xiv^e siècle, alors que la vulgate, d'inspiration sans doute plus stalinienne que strictement marxiste, soulignait pour cette époque un déclin général de l'empire byzantin, dû au « féodalisme ». Il s'agissait donc pour moi, par défiance à l'égard de cette idée toute faite, de chercher à savoir si les constatations faites en Macédoine se vérifiaient dans une autre région de l'empire, la Macédoine ne pouvant plus, si c'était le cas, être tenue pour une exception. Le choix de la Bithynie s'imposa à Bernard Geyer et à moi, du fait principalement de la ressemblance climatique avec la Macédoine et malgré l'absence quasi complète d'archives byzantines pour cette région, absence qui pouvait être dans une certaine mesure compensée par les plus anciens documents ottomans et surtout par des études paléogéographiques. Il est apparu finalement que l'histoire économique et démographique de ces deux provinces était parallèle, comme sans doute dans l'empire en général, ainsi que l'a proposé, de son côté, Alan Harvey¹¹. Bernard Geyer, François Planet (IFEA) et moi avons travaillé ensemble lors de prospections en Bithynie¹², et avec Rémi Dalongeville, à propos des changements de niveau du lac de Nicée au Moyen Âge : ils sont en partie dus à l'intervention humaine et ils éclairent l'histoire de l'occupation du sol (article n° XVII, 2001). Pour ma part, j'ai souligné, d'après les textes et des enquêtes

10. P. BELLIER, R.-C. BONDOUX, J.-Cl. CHEYNET, B. GEYER, J.-P. GRÉLOIS, V. KRAVARI, *Paysages de Macédoine, leurs caractères, leur évolution à travers les documents et les récits des voyageurs*, présentés par J. Lefort (Travaux et Mémoires, Monographies, 3), Paris, 1986.

11. A. HARVEY, *Economic expansion in the Byzantine Empire 900-1200*, Cambridge, 1989.

12. B. GEYER, J. LEFORT, F. PLANET, Prospection dans la région de Bursa 1990, dans *IX Araştırma sonuçları toplantısı*, Ankara, 1992, p. 109-118.

sur le terrain, la prospérité de cette région au XIII^e siècle (article n° XIII, 1993)¹³. Un ouvrage collectif, comportant les contributions de 19 chercheurs sur l'histoire de l'occupation du sol dans cette région au Moyen Âge, élaboré dans le cadre de mon séminaire à l'EPHE, fondé sur les textes, des recherches faites sur place et des analyses de laboratoire, a été récemment publié¹⁴.

Mais c'est à l'économie et à la société rurale en Macédoine orientale, région bien documentée grâce aux archives de l'Athos, que sont consacrés la plupart des articles retenus ici¹⁵ : une étude portant sur la mise en valeur d'un petit domaine en Chalcidique au XIII^e siècle (article n° VII, 1986) ; en collaboration avec Jean-Marie Martin (CNRS), l'essai d'une comparaison entre la Macédoine et l'Italie du Sud, à propos de l'organisation de l'espace rural (article n° VIII, 1991) ; une étude sur l'évolution démographique et ses conséquences sur l'occupation du sol en Macédoine orientale entre les IX^e et XV^e siècles (article n° IX, 1991) ; un travail, élaboré dans le cadre de mon séminaire, sur l'apport de l'anthroponymie à l'étude de l'évolution sociale dans les villages macédoniens entre le X^e siècle et le XIV^e (article n° X, 1991), et un article sur la transmission des biens en milieu paysan dans cette région (article n° XV, 1998).

Dans un cadre plus général, j'ai présenté à Dumbarton Oaks une communication portant sur l'évolution des idées sur l'économie rurale à Byzance au cours du XX^e siècle (article n° XII, 1993), et en anglais aussi, une étude sur l'économie rurale

13. À signaler également : J. LEFORT, Les communications entre Constantinople et la Bithynie, dans *Constantinople and its Hinterland*, éd. C. Mango et G. Dagron, Aldershot, 1995, p. 207-218. – J. LEFORT, Constantinople et la Bithynie, ou les fonctions d'un hinterland, *Mélanges de l'École française de Rome, Moyen Âge*, 108, 1996, p. 366-369.
14. B. GEYER et J. LEFORT éd., *La Bithynie au Moyen Âge*, Paris, 2003. Les auteurs des contributions sont, outre les éditeurs, les suivants : J. Argant, M.-Fr. Auzépy, I. Beldiceanu-Steinherr, Ch. Châtaigner, J.-Cl. Cheynet, V. François, M. Gérolymatou, Ch. Giros, J.-P. Gréolis, G. Kiourtzian, Y. Koç, V. Kravari, É. Malamut, F. Planet, A. Pralong, G. Willcox.
15. À signaler également : J. LEFORT, Une grande fortune foncière aux X^e-XIII^e s. : les biens du monastère d'Iviron, dans *Structures féodales et féodalisme dans l'Occident méditerranéen X^e-XIII^e siècles* (Collection de l'École française de Rome, 44), Rome, 1980, p. 727-742. – J. LEFORT et J.-M. MARTIN, Fortifications et pouvoirs en Méditerranée (X^e-XII^e siècles), *ibidem*, p. 197-204. – J. LEFORT et D. PAPACHRYSSANTHOU, Les premiers Géorgiens à l'Athos dans les documents byzantins, *Bedi Kartlisa*, 41, 1983, p. 27-33. – J. LEFORT, Population and Landscape in Eastern Macedonia during the Middle Ages: The Example of Radolibos, dans *Continuity and Change in Late Byzantine and Early Ottoman Society*, éd. A. Bryer et H. Lowry, Birmingham-Washington, 1986, p. 11-21. – J. LEFORT, La fortune foncière de Vatopédi hors de l'Athos avant la fin du XIII^e siècle, dans *Ἱερά μονή Βατοπέδιου, ιστορία και τέχνη*, Athènes, 1999, p. 43-54.

à Byzance entre le VII^e siècle et le XII^e, étude dont le texte français est inédit (article n° XVIII, 2002)¹⁶.

Je me suis aussi intéressé à la comptabilité médiévale, dans un article publié avec Kostis Smyrliis (Université du Bosphore), « La gestion du numéraire dans les monastères byzantins » (article n° XIV, 1998), mais surtout à propos du *Libro dei conti* de Giacomo Badoer, dans des articles qui n'ont pas à être repris ici car ils ne touchent pas à la société rurale¹⁷. Je signale seulement que j'ai été initié à la comptabilité par un comptable, Lucien Clergeon.

Les archives de l'Athos, en particulier les actes de recensement et les délimitations (*périorismoi*), m'ont donc permis d'étudier certains aspects de la société rurale et l'histoire de l'occupation du sol en Macédoine orientale au Moyen Âge. On a vu que la situation était différente en Bithynie, où la disparition des archives byzantines a pu être compensée avec succès, dans le cadre d'une enquête collective, par le recours à l'archéologie et à la paléogéographie. Ces deux provinces, centrales dans l'empire byzantin, ont donc une histoire parallèle, marquée par la prospérité à l'époque protobyzantine, par un déclin aux siècles dits obscurs, par un essor entre le IX^e siècle et le milieu du XIV^e, puis par une crise qui englobe le XV^e siècle, la prospérité revenant au XVI^e siècle sous la paix ottomane¹⁸.

Cette histoire, qui sur plusieurs plans s'avère comparable à celle de l'Occident européen¹⁹, diffère en tous points du scénario établi dans les années cinquante du XX^e siècle, qui est resté longtemps en vigueur : on soulignait alors l'existence à Byzance d'un essor des campagnes aux siècles obscurs grâce à l'institution de la commune rurale (le mir russe ?) et aux invasions slaves, et on diagnostiquait pour l'époque suivante, en raison du « féodalisme », un déclin irréversible des campagnes, qui expliquerait même la chute de l'empire en 1204²⁰.

16. Version anglaise : J. LEFORT, *The Rural Economy, Seventh-Twelfth Centuries*, dans *The Economic History of Byzantium from the Seventh through the Fifteenth Century*, éd. A. Laiou, Washington, 2002, p. 231-310.

17. J. LEFORT, La brève histoire du jeune Bragadin, dans *Ἀετός*, *Studies in honour of Cyril Mango*, éd. I. Ševčenko et I. Hutter, Stuttgart-Leipzig, 1998, p. 210-219. – J. LEFORT, Le coût des transports à Constantinople, portefaix et bateliers au XV^e siècle, dans *Εὐψυχία*, *Mélanges offerts à Hélène Ahrweiler*, Paris, 1998, p. 413-425. – J. LEFORT, Badoer et la Bithynie, *Travaux et Mémoires*, 14, Mélanges Gilbert Dagron, 2002, p. 373-384.

18. Voir, sur certains des points évoqués ci-dessus, les articles n°s II, VI, IX, X, XII, XIII, XVII, XVIII et XX.

19. Voir l'article VIII pour une comparaison entre le cas macédonien et celui de l'Italie du Sud.

20. Sur ce point, voir l'article n° XII.

Je me contenterai pour finir de rappeler quelques jalons importants dans ce qu'on peut appeler la reconstruction d'une histoire des campagnes byzantines, en citant certains des travaux qui ont stimulé mes recherches. Paul Lemerle le premier, dans des articles parus en 1958 et 1959²¹, a souligné la nécessité de réexaminer les textes en dehors de toute « dogmatic preconception » et a retracé l'histoire agraire de Byzance jusqu'au ^{xii}^e siècle, principalement sur le plan des institutions. Angélique Laiou a publié en 1977 une importante étude sociale et démographique sur la société rurale dans l'empire byzantin tardif, fondée principalement sur les archives des monastères du Mont Athos²². En 1986, Bernard Geyer, à partir d'études paléogéographiques et palynologiques, et tenant compte aussi de l'apport des archives de l'Athos et du témoignage des voyageurs, a esquissé pour la première fois une histoire du paysage macédonien, qui révèle une prospérité à l'époque romaine, une récession due en particulier à la peste du ^{vi}^e siècle, un essor démographique sensible du ^x^e siècle au milieu du ^{xiv}^e, une seconde récession due à la Grande Peste de 1347 et à ses retours, puis un essor démographique patent au ^{xix}^e siècle²³. Alan Harvey a publié, je l'ai indiqué plus haut, un ouvrage qui souligne lui aussi l'existence d'un essor démographique et économique entre le ^x^e siècle et le ^{xii}^e (cf. note 11). En 1992, Archibald Dunn, à propos des garrigues et des forêts dans le monde byzantin, a attiré l'attention sur l'utilité des diagrammes palynologiques, qui retracent à leur manière l'histoire de l'occupation du sol, en mettant l'accent sur des aspects peu étudiés de l'histoire du paysage²⁴. Toutes ces études semblent cohérentes.

Resterait à faire le bilan de ce qui semble acquis et de ce qui est en suspens. La publication récente d'une imposante histoire économique de Byzance du ^{vii}^e siècle au ^{xv}^e²⁵ fournit à cet égard l'état des connaissances et propose un cadre pour les recherches à venir. La publication d'un recueil d'articles sur les villages dans

21. P. LEMERLE, Esquisse pour une histoire agraire de Byzance : les sources et les problèmes, *Revue historique*, 219, 1958, p. 33-74, 254-284, 220, 1958, p. 43-94 ; Id., Recherches sur le régime agraire à Byzance : la terre militaire à l'époque des Commènes, *Cahiers de Civilisation Médiévale*, n° 3, 1959, p. 265-281. Ces articles ont été repris dans Id., *The Agrarian History of Byzantium from the Origins to the Twelfth Century*, Galway, 1979.

22. A. E. LAIOU-THOMADAKIS, *Peasant Society in the Late Byzantine Empire*, Princeton, 1977.

23. Cf. B. GEYER, Esquisse pour une histoire des paysages depuis l'an mil, dans *Paysages de Macédoine*, p. 99-116.

24. A. DUNN, The exploitation and Control of Woodland and Scrubland in the Byzantine World, *Byzantine and Modern Greek Studies*, 16, 1992, p. 235-298.

25. *The Economic History of Byzantium, from the Seventh through the Fifteenth Century*, éd. A. LAIOU, Washington, 2002.

l'empire byzantin, issu de tables rondes organisées lors du XX^e Congrès International des Études byzantines (Paris, 2001)²⁶, apporte aussi à l'histoire des campagnes byzantines depuis le IV^e siècle, histoire qui est sur certains points, dans ce recueil, mise en parallèle avec les mondes occidental et arabe. Les progrès sont surtout sensibles, grâce à l'archéologie et à la numismatique, pour l'époque protobyzantine, dans les Balkans et au Proche-Orient.

Si l'existence, au haut Moyen Âge en Orient, d'un réseau de villages organisés en communes est plus que plausible, l'organisation des grands domaines reste à cette époque mal connue, faute de documents comparables aux polyptyques carolingiens. Pierre Toubert vient de publier, sur les IX^e-X^e siècles, des études qui portent en particulier sur « la question domaniale » en Occident, dans lesquelles le byzantiniste retrouve pour le moins les questions qu'il se pose²⁷.

À Byzance, la situation s'éclaire à partir du X^e siècle. Nicolas Svoronos a montré dès 1956 que, dans le cadre communal bien sûr, mais, c'est l'important, dans le cadre domanial aussi, la petite exploitation paysanne (prise en location dans le dernier cas) est la forme prédominante de la mise en valeur²⁸.

Ajoutons que ces recherches sur l'économie et la société rurale à Byzance s'intègrent dans une longue tradition, russe à l'origine, au XIX^e siècle, et illustrée en particulier, à Belgrade dans les années 50 du XX^e siècle, par Georges Ostrogorsky. Peu à peu, nos connaissances progressent, grâce à l'apport de nouveaux documents et à une interprétation élargie par de nouvelles problématiques. Les articles ici retenus témoignent de l'itinéraire d'une recherche, en partie individuelle, mais surtout collective. Il ne me revient pas d'en faire le bilan – sauf à mentionner que je crois avoir contribué à souligner l'essor de la société rurale entre le IX^e siècle et le début du XIV^e, là où trop souvent on n'a vu que déclin ou stagnation –, mais de souhaiter qu'historiens, archéologues et géographes continuent à unir leurs efforts pour éclairer l'histoire de l'occupation du sol dans d'autres régions du vaste empire que celles que l'on commence à mieux connaître : l'Italie du sud, la Macédoine, la Bithynie, la Syrie par exemple. [...]

Publié dans J. LEFORT, *Société rurale et histoire du paysage à Byzance*,
(Bilans de recherche 1), Paris 2006, p. 7-13.

26. J. LEFORT, C. MORRISSON et J.-P. SODINI éd., *Les villages dans l'empire byzantin*, Paris, 2005.

27. P. TOUBERT, *L'Europe dans sa première croissance, de Charlemagne à l'an mil*, Paris, 2004.

28. N. SVORONOS, Sur quelques formes de la vie rurale à Byzance, petite et grande exploitation, *Annales ESC*, 11, 1956, p. 325-335.

ISRAËL ET LES PALESTINIENS

I. — LES MARGINAUX

La courbe aplatie de la colline de Jaffa, qui s'allonge doucement sur la mer, seul accident topographique, seule insertion dans l'histoire, ne parvient pas à équilibrer l'espace indifférencié de la ville. Insuffisamment centré par le gratte-ciel Shalom, près de la rue Allenby, Tel-Aviv juxtapose indéfiniment les mêmes rues, les mêmes maisons à deux étages, plus récentes, plus cosuées aussi vers le nord. Tel-Aviv n'est que par hasard au bord de la mer. C'est une ville sans site et sans passé, mais aussi sans histoire possible, un découpage abstrait où l'ogre des vies quotidiennes, qu'interruptent une plage. L'absence de sens serait-il le sens de la ville ?

Bruyante de toute l'activité d'une classe moyenne sabra ou émigrée d'Occident, Tel-Aviv est aussi la ville de ceux qui ont cherché en Israël un refuge et ne se sentent pas engagés dans l'expérience qui s'y poursuit. Pour les kibboutzniks, c'est l'autre Israël. Mais son énormité à l'échelle du pays et le renforcement du secteur privé dans l'économie tendent à donner à la ville une fonction moins marginale. Longtemps « ventre mou » d'Israël, sans entre les négativités de l'« exil » et les initiatives pionnières, Tel-Aviv, qui n'a cessé d'aspirer à la normalité d'une ville en pays développé, comme les villes de l'Algérie française, parvient aujourd'hui assez bien à en assumer la banalité et s'offre sans problèmes à une éthique de la consommation ; il est vrai que la consommation offre ici des séductions plutôt limitées, et la place Dizengoff n'évoque que de loin Saint-Germain-des-Près. Le ralentissement spectaculaire de l'activité économique en 1966, dû à une diminution, sans doute structurelle, des importations de capitaux et aggravé par une politique de stabilisation

Par JACQUES LEFORT (1)

(« mitoun »), a montré la fragilité de l'essor. L'ouverture du marché arabe, conséquence essentielle d'une reconnaissance diplomatique, pallierait heureusement la chute des entrées d'argent et permettrait d'éviter l'asphyxie.

À se fier aux apparences, la ville, cet été, a déjà laissé la guerre derrière soi. La vie paraît plus quotidienne que jamais. Tel-Aviv marginale serait-elle restée en marge de la guerre ? Comme ailleurs, on a eu peur ici de la totale destruction promise par les radios arabes, et l'on explique que cette peur, qui a contrainct à l'initiative de la victoire, est la vraie arme secrète d'Israël.

Le danger a fortifié la conscience et l'union nationales sur tous les plans. S'il est vrai que la permanence, depuis 1948, de l'état de belligérance et celle d'un danger très concret aux frontières ont contribué à modérer la violence des conflits sociaux et politiques, devant la menace ils se sont évanouis. Pendant une semaine, et il en reste des traces profondes, il n'y a plus eu qu'un peuple mobilisé pour sa survie, à sa place ou à l'armée. La métaphore égyptienne qui sert à désigner l'Etat d'Israël : « armée sioniste d'occupation », doit être inversée. Certes, l'armée est l'institution centrale de l'Etat (le budget militaire israélien est relativement le plus fort du monde, le ministre de la défense est en principe aussi premier ministre), mais c'est bien d'une nation qu'il s'agit, entièrement militarisée et jusqu'ici non militariste : le soldat qui, discrètement mobilisé, partait au front, tout proche, en auto-stop, n'avait d'autre but de guerre que la survie des siens.

Et, pourtant, si l'armée c'est la nation en armes, cela est si vrai depuis vingt ans que nous avons affaire à une nation de réservistes. De la Haganah à la « guerre des six jours » nous retrouvons sinon un état-major, du moins des traditions ; à Gaza même, certains officiers occupent les mêmes postes en 1956 et en 1967. Héritage aussi le système de mobilisation d'armée secrète qui rassemble périodiquement les mêmes hommes dans les mêmes fonctions, cristallisant amitiés et habitudes : l'armée est peut-être moins un pouvoir (mais on entend dire : « L'armée n'acceptera jamais... ») qu'un ensemble de réflexes, de fonctions périodiquement entretenues. Et tandis que le service militaire prend le relais, pour les Juifs orientaux, des kibboutz dans leur rôle d'intégration et leur idéal communautaire, on voit mal ce qui pourrait s'opposer à cette armée qui n'est pas un corps, mais peut-être déjà un esprit. Trop longtemps mobilisée, la nation pourrait devenir militariste.

(1) Attaché au C.N.R.S.

(Lire la suite page 2. 1^{re} col.)



ISRAËL ET LES PALESTINIENS I – LES MARGINAUX

LE MONDE | 18.08.1967

La courbe aplatie de la colline de Jaffa, qui s'allonge doucement sur la mer, seul accident topographique, seule insertion dans l'histoire, ne parvient pas à équilibrer l'espace indifférencié de la ville. Insuffisamment centré par le gratte-ciel Shalom, près de la rue Allenby, Tel-Aviv juxtapose indéfiniment les mêmes rues, les mêmes maisons à deux étages, plus récentes, plus cossues aussi vers le nord. Tel-Aviv n'est que par hasard au bord de la mer. C'est une ville sans site et sans passé, mais aussi sans histoire possible, un découpage abstrait où loger des vies quotidiennes, qu'interrompt une plage. L'absence de sens serait-il le sens de la ville ?

Bruyante de toute l'activité d'une classe moyenne sabra ou émigrée d'Occident, Tel-Aviv est aussi la ville de ceux qui ont cherché en Israël un refuge et ne se sentent pas engagés dans l'expérience qui s'y poursuit. Pour les kibboutzniks, c'est l'autre Israël. Mais son énormité à l'échelle du pays et le renforcement du secteur privé dans l'économie tendent à donner à la ville une fonction moins marginale. Longtemps « ventre mou » d'Israël, sas entre les négativités de l'« exil » et les initiatives pionnières, Tel-Aviv, qui n'a cessé d'aspirer à la normalité d'une ville en pays développé, comme les villes de l'Algérie française, parvient aujourd'hui assez bien à en assumer la banalité et s'offre sans problèmes à une éthique de la consommation ; il est vrai que la consommation offre ici des séductions plutôt limitées, et la place Dizengoff n'évoque que de loin Saint-Germain-des-Prés. Le ralentissement spectaculaire de l'activité économique en 1966, dû à une diminution, sans doute structurelle, des importations de capitaux et aggravé par une politique de stabilisation (« mitoun »), a montré la fragilité de l'essor. L'ouverture du marché arabe, conséquence essentielle d'une reconnaissance diplomatique, pallierait heureusement la chute des entrées d'argent et permettrait d'éviter l'asphyxie.

À se fier aux apparences, la ville, cet été, a déjà laissé la guerre derrière soi. La vie paraît plus quotidienne que jamais. Tel-Aviv marginale serait-elle restée en marge de la guerre ? Comme ailleurs, on a eu peur ici de la totale destruction promise par les radios arabes, et l'on explique que cette peur, qui a contraint à l'initiative de la victoire, est la vraie arme secrète d'Israël.

Le danger a fortifié la conscience et l'union nationales sur tous les plans. S'il est vrai que la permanence, depuis 1948, de l'état de belligérance et celle d'un danger très concret aux frontières ont contribué à modérer la violence des conflits sociaux et politiques, devant la menace ils se sont évanouis. Pendant une semaine, et il en reste des traces profondes, il n'y a plus eu qu'un peuple mobilisé pour sa survie, à sa place ou à l'armée. La métaphore égyptienne qui sert à désigner l'État d'Israël : « armée sioniste d'occupation », doit être inversée. Certes, l'armée est l'institution centrale de l'État (le budget militaire israélien est relativement le plus fort du monde, le ministre de la défense est en principe aussi premier ministre), mais c'est bien d'une nation qu'il s'agit, entièrement militarisée et jusqu'ici non militariste : le soldat qui, discrètement mobilisé, partait au front, tout proche, en auto-stop, n'avait d'autre but de guerre que la survie des siens.

Et, pourtant, si l'armée c'est la nation en armes, cela est si vrai depuis vingt ans que nous avons affaire à une nation de réservistes. De la Haganah à la « guerre des six jours » nous retrouvons sinon un état-major, du moins des traditions ; à Gaza même, certains officiers occupent les mêmes postes en 1956 et en 1967. Héritage aussi le système de mobilisation d'armée secrète qui rassemble périodiquement les mêmes hommes dans les mêmes fonctions, cristallisant amitiés et habitudes : l'armée est peut-être moins un pouvoir (mais on entend dire : « L'armée n'acceptera jamais... ») qu'un ensemble de réflexes, de fonctions périodiquement entretenues. Et tandis que le service militaire prend le relais, pour les Juifs orientaux, des kibboutz dans leur rôle d'intégration et leur idéal communautaire, on voit mal ce qui pourrait s'opposer à cette armée qui n'est pas un corps, mais peut-être déjà un esprit. Trop longtemps mobilisée, la nation pourrait devenir militariste.

Étonné par cette sensation presque physique d'unanimité nationale, on en vient à se demander si, à la faveur de la guerre, Tel-Aviv aurait résolu le problème de son insertion dans l'État. Les groupes qu'elle rassemble ont ressenti la guerre différemment : si pour les sabras elle prolonge les guerres de 1948 et 1956, les rescapés de la seconde guerre mondiale ont redécouvert un destin juif et senti une continuité entre l'époque hitlérienne et la menace nouvelle, et c'est une guerre coloniale que bon nombre d'émigrés d'Afrique du Nord ont vécue.

Sur le plan politique, les longues discussions des partis, il y en a quinze, sur l'opportunité de confier le ministère de la défense au général Dayan, à la veille de la guerre, ont exaspéré une partie de l'opinion, qui est au bord de l'antiparlementarisme et condamne le régime des partis, insuffisamment conscients de l'« intérêt national ». On a cru, et beaucoup croient encore avoir besoin d'un héros qui trouverait, dans l'unité nationale dont il est le signe, la force de gagner et la guerre et la paix.

Les Israéliens affirment tous leur désir de paix : en admettent-ils les conditions ou leur vœu n'est-il pas seulement la tranquillité, qui est refus du politique ? « On ne demande qu'à vivre. » La quotidienneté pour laquelle Tel-Aviv est faite trouve dans cette prise de conscience une nouvelle justification. Le nationalisme accru masque l'évidence que la sécurité, surtout depuis Glassboro, est en fait assurée. Mais Israël se prétend toujours condamné à garantir par ses seules initiatives cette tranquillité, et cela procure parfois le vertige. De même que sur certaines cartes occidentales du quinzième siècle la Jérusalem terrestre, nombril du monde, figure au centre, ainsi pour beaucoup d'Israéliens le monde ne s'organise, plutôt mal, qu'autour d'Israël et n'existe que par rapport à lui.

Pour l'ensemble du pays, la guerre a moins mis en rapport avec l'autre qu'elle n'a, comme un miroir, renvoyé aux Israéliens leur propre image : en vivant cette mobilisation sans panique, ils ont admiré l'efficacité de leur organisation sociale et militaire – l'efficacité, lieu peut-être commun aux ambitions urbaines et pionnières. Dans ce regard sur soi, il y a pourtant moins d'autosatisfaction que de révélation de vérité.

La guerre a sans doute accru la conscience d'être juif, dont M. Friedmann décrivait le déclin. Telle jeune sabra, athée et de gauche, disait qu'elle ne s'était jamais sentie juive, parce qu'elle n'avait jamais connu l'antisémitisme. L'utilisation par la propagande arabe du thème de l'extermination et la solidarité des juifs extérieurs lui ont révélé qu'être Israélien c'est aussi être juif.

Être Arabe en Israël

Provocation au paysage ascétique ou à la ville arabe en contrebas, les hauts immeubles blancs de Natsrat-Illit, la Nazareth juive, isolés de la terre par leurs pilotis, paraissent, au sommet de la colline, le front pionnier d'une ville imaginaire.

En revanche, la continuité dans le même griseur de l'arête rocheuse et des maisons qui s'y terrent donne au paysage de Nazareth arabe son authenticité. L'énorme et neuve église de la Visitation domine la ville avec si peu de grâce que le christianisme paraît ici surimposé.

Contemplative, en tout cas d'une vie ralentie, la ville semble repliée sur elle-même, aveu de la désagrégation de l'ancienne économie arabe. Ni le petit commerce avec les Bédouins et les pèlerins ni le travail millénaire du bois ne suffisent à retenir les artisans prolétarisés, chrétiens et musulmans, qui chaque jour partent travailler dans les usines de Haïfa, quand ils ne chôment pas. Pourtant, par sa population (30 000 habitants) apparemment très politisée, et grâce à ses intellectuels, députés et journalistes, – interlocuteurs valables, – qui se recrutent presque tous dans la petite bourgeoisie chrétienne, Nazareth a la fonction reconnue de capitale arabe.

Maintenue dans la parenthèse d'une administration militaire, Nazareth arabe verra sans doute sa municipalité et celle de Nazareth juive unifiées. Aucune raison de maintenir cette spécificité, disent les Israéliens, la preuve de l'entente est faite, l'insertion économique en sera accélérée. Tandis que les Arabes voient là la perte de leur dernière autonomie et des rares postes administratifs qui leur sont laissés dans l'État.

La certitude cependant d'avoir une expérience arabe réussie à leur crédit (« nous avons nos Arabes », expression qui englobe d'ailleurs aussi les Juifs orientaux) sert souvent de justification à la politique entreprise par Israël dans les zones occupées. Or l'attitude des Israéliens à l'égard des Arabes de l'intérieur relève moins d'options politiques que de niveaux de conscience.

Profondément, l'Arabe est ignoré, il n'existe pas. Il est toléré s'il se tient tranquille. Cette absence d'intérêt exclut la haine et le mépris, mais provoque l'étonnement lorsqu'un Arabe intervient dans la vie publique. Symboliquement, M. Ben Gourion, plusieurs fois invité, n'est jamais allé à Nazareth arabe. L'administration israélienne, essayant d'inscrire sur les cartes d'identité : chrétien ou musulman et non arabe, a bien exprimé ce refus et la volonté d'atomisation du fait arabe.

Il est vrai qu'un Israélien seulement sur neuf est arabe, et l'Arabe n'a pas la présence obsédante et familière qu'il avait en Algérie française. Dans la pratique, on retrouve cependant les attitudes banales dans les sociétés coloniales, allant d'un racisme latent à un paternalisme à l'égard du « bon Arabe », appuyé sur la connaissance de la « psychologie arabe ».

Si ce cache idéologique parvient à masquer la réalité arabe, c'est que la non-intégration des Arabes de l'intérieur dans l'économie nationale est un problème perceptible à des hommes qui trouvent, entre autres, une justification de leur présence dans une mystique de la mise en valeur. Il y a une économie arabe, caractérisée par sa faible productivité, qu'il faut hisser au niveau de l'économie israélienne, dans l'intérêt national. C'est le sens de l'attention accordée par le général Dayan, lorsqu'il était ministre de l'agriculture, aux paysans arabes. On se félicite de l'augmentation du niveau de vie arabe sans s'occuper du fait que la prolétarianisation qu'il suppose conduit à une dépersonnalisation.

Cet économisme est une façon de nier le fait politique arabe. Proposer des solutions politiques au problème arabe-binationalisme, autonomie, intégration complète – provoque l'étonnement : il n'y a pas de problème arabe. Si l'on évoque le rôle politique des Arabes d'Israël, c'est exclusivement sur le plan international : ils forment une cinquième colonne (ce qui justifie toutes les attitudes israéliennes) ou pourraient être un « pont de la paix » (mais comment, s'ils n'ont pas d'existence politique ?). Reconnaître une personnalité politique arabe, n'est-ce pas mettre en question la spécificité juive qu'assure le fondement sioniste de l'État ?

Or même chez les « bons Arabes » – ils existent – le sentiment de la spoliation et la conscience d'arabisme reste vive. Mais en même temps la reconnaissance de fait de l'État d'Israël et le progrès économique instaurent une ambiguïté permanente. Les radios arabes sont très écoutées, on n'est pas nécessairement nassérien.

Comment les Arabes de Nazareth ont-ils vécu la guerre ? Les Israéliens se félicitent de la loyauté arabe ; il faut dire que la précision du contrôle policier est telle qu'il n'a pas été nécessaire de l'accroître pendant la guerre. Les Arabes craignent une répression violente. Ont-ils du moins souhaité la victoire arabe ? Les intellectuels de Nazareth ne témoignent pas pour les trois cent mille Arabes, en majorité musulmans, d'Israël. Si la sympathie, au moins des paysans, pour la cause arabe ne fait guère de doute, les ouvriers et les petits bourgeois de Nazareth, plus engagés dans la collaboration avec les Juifs, ont eu des positions plus nuancées, à l'exception du groupe extrémiste Al Ard, qui est interdit, et dont les leaders ont passé la guerre en prison (on s'y déclare « de nationalité arabe, de la famille palestinienne, sous occupation israélienne », et on préconise le retour au partage de 1947). Tandis que les communistes, souvent de confession grecque orthodoxe, souhaitaient la victoire des forces anti-impérialistes, mais non la destruction d'Israël, les Arabes du Mapam, parfois venus du parti communiste par compromis, avaient tout à craindre d'une victoire arabe, mais ne partageaient pas pour autant les analyses reçues, du côté israélien, sur les responsabilités de la guerre. Et la petite bourgeoisie catholique ne cachait pas qu'elle avait craint une victoire musulmane.

L'opinion des Arabes sur la guerre est révélatrice de leur attitude à l'égard d'Israël : ressentiment et prudence. Significative aussi la revendication des Arabes du Mapam à propos des kibboutz : ils demandent moins la possibilité d'entrer dans un kibboutz (ce que les Juifs acceptent difficilement, car ils voient dans le kibboutz une institution sioniste, moyen de rédemption par le travail de la terre) que celle de fonder des kibboutz arabes (eux voient dans le kibboutz une institution socialiste). Pour les Arabes, le désir d'intégration économique va de pair avec celui de conserver leur personnalité. Les Israéliens, favorisant l'atomisation mais refusant l'intégration complète, créent toutes les conditions nécessaires à une prise de conscience d'arabisme.

ISRAËL ET LES PALESTINIENS II – L'OCCUPATION

LE MONDE | 19.08.1967

Jérusalem avait été conquise

On entra dans la ville par pèlerinages, dont la succession semblait remonter le cours de l'histoire. Comme pour faire reconnaître – ou admettre – son visage fraternel, Israël organisa d'abord, dans la ville bouclée par l'armée, un pèlerinage musulman le 23 juin, chrétien le 25, pour les Arabes d'Israël. Retrouvailles familiales orchestrées autour de l'inadmissible division de la ville, douloureuse tant aux Juifs qu'aux Arabes, dont Israël désormais prenait en main le destin.

Après recensement de la population, le 27, la Knesseth autorisait la réunification de la ville. Le 29, Jérusalem s'ouvrait à la ruée dès lors quotidienne des Israéliens, qui croisaient la plus discrète procession des Arabes vers la ville israélienne. Ils venaient pour échanger leur argent et pour voir, et rien ne les étonnait dans cette ville qui, disaient-ils, n'avait pas changé.

Était-ce le seul Mur, le lieu saint du troisième pèlerinage, celui de toute la nation, ou cet espace inquiétant, mis à nu au bulldozer dans l'ancien quartier juif dont on avait expulsé les occupants arabes, esplanade pavoisée où, dans la kermesse, et, à l'immédiat contact du Mur, dans la ferveur, on sentait comme muer ou renaître une conscience nationale ?

Hors de l'esplanade où ils reprennent possession d'un sol sacré, il est difficile de dire si les Israéliens se sentent chez eux ou en visite. Lieux saints chrétiens, musulmans, synagogues abandonnées et re-sacralisées par des prières, tout est équitablement exploré. Dans la cohue des souks, à chaque instant l'attentat est possible. Il ne se produit pas. Les Israéliens pensent prouver par leur audace la justesse de leurs idées sur le particularisme palestinien et sur l'arabisme. Ils achètent : en souvenir, parce que c'est moins cher, et pour coopérer, prouver par la gentillesse que c'est la paix. Tous les avenir sont possibles.

Sans nier d'évidentes différences, on ne peut s'empêcher de comparer la politique du sourire – elle a déjà fait long feu – aux fraternisations coloniales d'un certain mois de mai. Le contact entre les deux villes a été plus mythique que réel. L'image de l'autre n'est pas altérée mais elle a été déplacée et utilisée. Les Israéliens, en achetant, se faisaient toujours la même idée de l'Arabe, malléable, inexistant, et les Arabes, en vendant, se faisaient la même idée du Juif, prompt aux affaires. On avait moins reconnu l'autre que l'on ne s'était confirmé dans sa propre identité.

Le sens du Mur

Si l'ouverture réussie pacifiquement eut valeur symbolique de l'entente entre Juifs et Arabes, l'annexion de la ville, décidée « parce que l'opinion n'aurait pas admis le contraire », a une signification proprement israélienne. On sait que la conquête de la vieille ville a un sens messianique pour beaucoup de Juifs religieux, mais il est possible que les Israéliens de Tel-Aviv, ceux pour qui la mystique pionnière ne représente rien, ni la religion bien souvent, aient investi dans ces pierres leur absence d'idéologie.

L'espérance du Retour, séculairement entretenue et entreprise, était liée à un Messie, mais elle s'est réalisée par une laïcisation du judaïsme, et le nationalisme juif a pris le nom de Sion, forteresse de David, siège politique. Mais Jérusalem, c'est Sion et le Temple. Tandis que le symbole de Sion perdait peu à peu sa valeur affective et que le peuple israélien manifestait plus de disponibilité pour un nouveau centre mythique, le Mur, regardé depuis vingt ans du haut des terrasses de Sion par toute la judaïcité, est devenu symbole de frustration nationale, comme il l'avait été, auparavant, de frustration religieuse. Cette conjonction de la nostalgie mystique et du sentiment d'irrédentisme, favorisée par l'étroitesse des liens entre la religion juive et l'histoire nationale, ne peut s'expliquer que par une extraordinaire rencontre entre l'histoire contemporaine et l'histoire ancienne d'Israël. La destruction du Temple en 70 avait signifié simultanément l'exil de Dieu et l'exil de la nation ; la conquête du Mur en 1967 fait refluer l'histoire, au point que c'est peut-être aujourd'hui moins l'existence d'Israël qui justifie l'annexion que l'annexion qui légitime Israël. Annexer la ville, c'est, au prix d'un glissement du sens du Mur du religieux vers le national, donner un contenu à une « israélianité » qui restait le plus souvent, en dehors des kibboutzim, définie négativement, Jérusalem, c'est l'identité retrouvée, une histoire rejointe, avec la double possibilité d'une coloration religieuse du sentiment national ou d'une inflexion nationaliste du sentiment religieux ; mais reconstruire le Temple reviendrait à abolir le Mur, c'est-à-dire la signification qu'Israël, en ce moment, se donne à lui-même.

Le particularisme palestinien

L'attitude politique du million et demi de Palestiniens qui habitent les territoires occupés risque d'être déterminante dans l'immédiat. À l'époque de l'occupation turque déjà, les Palestiniens passaient dans tout le Moyen-Orient pour des seigneurs détestés ou respectés ; les événements survenus en Palestine depuis le début de ce siècle n'ont pu qu'accroître ce particularisme.

À Gaza, les autorités égyptiennes avaient tout fait pour que ce sentiment se renforce : la nécessité du passeport palestinien et d'un visa pour se rendre en Égypte, les conditions de vie dans les camps où deux cent cinquante mille réfugiés végètent depuis 1948, soumis au couvre-feu, l'espoir entretenu de reconquérir la terre injustement perdue, et la propagande, qui commençait dès l'école, où l'on enseignait souvent la haine du Juif.

Si les Égyptiens ont peu fait pour assimiler les réfugiés, une partie d'entre eux ont été intégrés en Jordanie, où l'ensemble des Palestiniens ont reçu un passeport jordanien. Mais là aussi le particularisme s'est maintenu, du fait d'un vif sentiment national de l'opposition traditionnelle avec les Bédouins de Transjordanie. Alors que la bourgeoisie palestinienne fournit ses cadres à l'État jordanien, celui-ci a effectué tous ses investissements en Transjordanie, et les rapports entre la monarchie hachémite et les Palestiniens étaient tendus. Les Palestiniens de Gaza ont été armés pour la guerre, mais, par prudence, Hussein n'a pas armé les siens.

Le particularisme palestinien n'exclut pas une conscience plus profonde d'arabisme. On est Palestinien d'origine, le mot désigne le rapport à une terre. On est Arabe absolument. Si être Arabe aujourd'hui, c'est être humilié, n'avoir le choix qu'entre les formes d'exploitation ou de protection, ne pouvoir mettre son espérance que dans la solidarité arabe et désigner la tradition comme le chemin d'un retour à soi, il est évident, quoi que l'on pense de la politique des États arabes à l'égard du problème palestinien, que le particularisme palestinien s'enracine dans l'arabisme.

Le thème de la violence

Le thème d'expulsion, du massacre de la population juive, ou de son rejet à la mer, a souvent été au centre de la propagande arabe, à la radio, sur les affiches et jusque dans les ordres du jour des armées ; il est difficile, après la guerre, de savoir comment ce projet a été reçu par les Palestiniens. Une telle pulsion de violence ne peut s'expliquer que par une conscience aiguë de dépossession : accepter l'image lancinante d'Israël, richesse conquise sur une terre arabe, responsable de tous les malheurs subis, c'est consentir à sa propre mort. « L'existence d'Israël est une agression. »

Sans doute, nous fut-il expliqué au camp de Jéricho, que si le djihad avait été prêché par les cheiks dans les mosquées, ce n'était pas la guerre sainte ; mais un effort sur soi d'intention pacifique, le djihad de la paix. Il est certes difficile de croire, dans la torpeur d'un après-midi d'été à Jéricho, que la menace de destruction a été proférée et sans doute approuvée. Comme il est difficile de croire que la guerre a eu lieu, si discrets en sont les signes.

C'est au pont Allenby qu'on découvre l'évidence, partout gommée, de la guerre. Là sont descendus dans la charpente effondrée la plupart des deux cent mille réfugiés, plus de la moitié venant des camps, que l'on commence à fermer. À la différence des groupes terroristes de 1948, l'armée israélienne n'a pas eu comme principal objectif le départ des Palestiniens, et, dans cet exode, les responsabilités semblent partagées. Mais des deux côtés on s'est souvenu de 1948.

Pendant la guerre, l'attitude de l'armée israélienne n'a pas été particulièrement odieuse. La guerre a été violente, le napalm utilisé, l'ordre parfois donné, dans le Sinaï, de ne pas faire de prisonniers ; il y eut des pillages, mais il n'y a pas eu de massacre. Que la guerre ait provoqué un début d'exode est certain. La question est de savoir si, après la guerre, l'armée d'occupation israélienne a provoqué le départ des réfugiés.

Les incitations directes au départ, avec menaces lancées d'une voiture à haut-parleur, procédé utilisé en 1948, ont été rares. Ce fut le cas à Bethléem, mais, si deux mille musulmans sont partis et revenus le lendemain, les chrétiens, qui avaient pris des assurances, sont restés. Si d'autres formes de menace ont été employées, dans l'ensemble l'armée a surtout favorisé cet exode en organisant le transport, en camions et en cars, de tous les Palestiniens qui voulaient partir, sans qu'il fût nécessaire de recourir à la terreur. La déclaration du général Dayan, dans sa conférence de presse du 25 juin, est significative : l'armée n'empêchait ni ne favorisait les départs : si lui, Dayan, avait été Arabe, il serait parti. Il ne fait pas de doute que l'armée a joué un rôle politique en favorisant ainsi ces départs, et cela impliquait déjà un choix quant à la durée de l'occupation.

Cependant des faits restent difficiles à interpréter : la destruction systématique de trois villages près du monastère de Latroun (Amouas, Beit-Nouba, Yalo) et des deux tiers de la ville de Qalqilya. Dans les deux cas il s'agit d'avancées jordaniennes vers le territoire israélien, qui coupent des routes importantes. Les paysans avaient perdu la moitié de leurs terres en 1948 et leur mécontentement avait entretenu un climat d'insécurité, avec raids contre les kibboutzim et représailles. D'où sont venus les ordres et quelle en était la signification ? Le désir israélien de procéder, dans les deux cas, à une modification de frontière est certain, mais le déplacement de la population, s'il était jugé nécessaire, aurait pu s'effectuer autrement. La possibilité d'une vengeance indiquerait une initiative locale. Il n'est pas impossible que l'intention d'effrayer les Palestiniens, comme en 1948, pour les persuader de partir, s'ajoute à l'une ou l'autre de ces hypothèses.



Le général Dayan estimait que la moitié des départs avait des raisons économiques : ressources assurées par des salaires versés aux Jordaniens travaillant au Koweït, comptes en banque à Amman. Cette explication paraît un peu forcée.

Il semble que la peur, le désir de ne pas vivre sous occupation juive et le souvenir de 1948 aient joué un plus grand rôle. Peur d'être massacré par les Israéliens, peur de représailles, israéliennes ou arabes, lors du retrait – éventuel – de l'armée israélienne, ou refus politique, qu'exprimait ce Palestinien pitoyable et chargé d'un matelas, et descendant sur les planches incertaines du pont Allenby : « Je ne veux pas rester à Jérusalem parce que les Juifs sont à Jérusalem. Mais nous sommes Arabes, nous sommes forts, nous reviendrons dans trois mois, nous jetterons les Juifs à la mer ! »

ISRAËL ET LES PALESTINIENS III – LA PAIX PAR L'ANNEXION

LE MONDE | 21.08.1967

Pendant les deux premiers mois de l'occupation, les Israéliens ont délibérément situé leurs rapports avec les populations occupées sur un plan non politique mais administratif. Il ne pouvait guère en être autrement, mais il se pourrait que cet empirisme en se perpétuant, constitue en fait un choix politique.

Placée devant les problèmes très immédiats que constitue – la « normalisation de la vie » – selon l'expression en vogue – dans ces régions qui groupent plus d'un million et demi d'habitants, l'armée a cherché à s'assurer la collaboration des maires, des fonctionnaires et des notables. Nécessité technique, ce recours aux méthodes de l'indirect rule avait l'avantage politique, si l'opération réussissait, de montrer que l'élite palestinienne collaborait, confirmant l'inexistence d'une conscience nationale. Mais, pour qu'une telle collaboration s'institue, il est nécessaire que les notables aient au moins la certitude d'y avoir intérêt, c'est-à-dire obtiennent l'assurance d'une occupation prolongée ou, mieux, d'une annexion. Or quelles que soient les intentions du gouvernement israélien cette assurance est difficile à donner. D'autre part, quand on sait la méfiance des édiles locaux à l'égard des réfugiés, on peut se demander comment on pourra à la fois résoudre les problèmes que pose l'insertion des réfugiés dans l'économie palestinienne et s'appuyer sur l'élite en place.

Si, dans l'abattement qui suivit la défaite, des notables de Cisjordanie ont accepté de collaborer avec les militaires pour résoudre des problèmes techniques, leurs appréhensions et les menaces venues d'Amman contre les collaborateurs ont suffi à alimenter un mouvement de non-coopération. Amplement confirmée depuis, cette évolution était sensible dès le début de juillet. À Gaza, où l'on se souvient de la répression qui a frappé les collaborateurs lors du retrait des forces israéliennes en 1957, on hésitait beaucoup à s'engager à nouveau : « Le conseil municipal collabore, la police fonctionne, ce qui manque c'est l'initiative, les gens sont un peu réservés », disait le commandant en second de la région militaire. Nul doute que l'on ait sur place escompté des effets positifs de la fausse étourderie du général Dayan qui, le 5 juillet, annonçait l'annexion de Gaza.

Rien ne montre d'ailleurs que la certitude de l'annexion suffise à assurer une collaboration réelle. Même à Jérusalem, dont l'annexion est pourtant décidée, et même dans la petite bourgeoisie chrétienne, le changement d'attitude était net, entre la fin de juin et le milieu de juillet. Alors que, peu après la guerre, on s'y définissait avant tout comme citoyen de Jérusalem, quel que soit le statut de la ville,

qu'on se sentait palestinien aussi, mais en tout cas pas jordanien, quinze jours plus tard on se découvrait un sentiment nouveau de fidélité à l'égard de la monarchie hachémite. Entretemps, la hausse des prix due à l'ouverture de la ville, la persistance du chômage liée aux effets de la guerre, avaient fait craindre l'avenir. Des jeunes parlaient d'exil, moins à Amman qu'au Canada.

Les réfugiés et la Cisjordanie

L'opinion publique israélienne était au mois de juillet apparemment divisée sur les solutions politiques à donner au problème. Si les options paraissent claires entre la droite qui demande : « Que peut-on garder ? » et la gauche : « Comment faire la paix ? », en fait, toutes les solutions proposées sont des hypothèques sur les territoires occupés. À gauche, le Mapam pense que la création d'un État palestinien permettrait de résoudre le problème des réfugiés et d'obtenir la paix. Au centre droit, on estime qu'aucune solution n'est assurée avant une négociation avec Nasser, mais on pense en même temps que Nasser s'y refusera pendant longtemps. Plus à droite, on envisage l'annexion pure et simple des territoires dits « libérés », par référence à Eretz Israël, territoire de l'ancien royaume hébreu, ou au nom des « frontières naturelles » atteintes, ce qui englobe alors le Sinaï. Mais chaque tendance a, face aux problèmes arabes, ses activistes et ses libéraux. Et à cause du gouvernement d'union nationale chaque solution trouve ses défenseurs au gouvernement ; c'est ce qu'on appelle « la fluidité de la situation ». Quant au général Dayan, habilement il a tour à tour cautionné les trois projets.

La politique palestinienne part de l'idée que le problème des réfugiés est la cause essentielle de la belligérance arabe. Israël dispose désormais de la terre et des hommes de Palestine et peut proposer des solutions. Israël devrait reconnaître l'existence d'une nation palestinienne et la légitimité d'un État palestinien (une Palestine arabe) qui aurait comme base territoriale la Cisjordanie. Cet État devrait se fédérer à Israël, garantissant ainsi sa sécurité. Certains proposent que Jérusalem devienne la capitale fédérale. La Jordanie, réduite à la Transjordanie, serait invitée à entrer dans la Fédération, ou la Confédération, à deux ou trois, selon que Palestine et Transjordanie resteraient ou non divisées. Pro-occidental, Hussein paraît à la gauche une sorte de bon Arabe extérieur. Mais, s'il est « le maillon le plus faible de la chaîne », on sait qu'il ne négociera pas s'il est seul à le faire. Et créer une Palestine sans lui, c'est maintenir la guerre sur le Jourdain et condamner cet État, que par plaisanterie d'aucuns nomment Ismaël, à n'être qu'un protectorat.

Au centre droit, on affirme, et c'est maintenant la thèse gouvernementale, que la sécurité est la condition de la paix, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas de retrait des troupes israéliennes avant la paix. Cette politique consiste à attendre que les pays arabes, et singulièrement l'Égypte, se décident à négocier. C'est une perspective qui ne déplaît pas.

À droite, des partisans de l'annexion envisagent de créer à l'intérieur des nouvelles frontières une zone autonome palestinienne dans le nord de la Cisjordanie, un « canton » palestinien que les intéressés appellent déjà une « réserve ». Cette solution assurerait une frontière militaire sur le Jourdain sans encourir le reproche de méconnaître la personnalité palestinienne ; elle aurait aussi l'avantage de contenir territorialement une population qui deviendra vite majoritaire et d'éviter une arabisation d'Israël, menace que les appels à l'immigration juive ne suffiront pas à écarter.

Un « plan de Constantine »

Pour tous les partis, sauf une fraction de la gauche, mettre en valeur les zones occupées c'est retirer à l'extrémisme des revendications arabes sa raison d'être et par là même pour beaucoup supprimer le problème politique palestinien. Ainsi les militaires de Gaza expliquent-ils que le problème économique de la « bande » est insoluble sans intégration dans l'économie israélienne ; ainsi prépare-t-on déjà pour la Cisjordanie, parallèlement à une réforme de l'enseignement, un plan de développement intégrant les deux économies « jusqu'à la paix ». On projette Nazareth sur Jéricho. Lorsqu'on évoque le plan de Constantine et ses illusions, les Israéliens répondent qu'ils ne sont pas colonialistes. L'idée que l'aide massive d'un pays développé à la mise en valeur d'une économie traditionnelle a d'inévitables aspects impérialistes est le signe pour les Israéliens de la suspicion dans laquelle on les tient.

Tous les Israéliens ne partagent pas cet optimisme. « Tenir un million et demi d'Arabes pendant des années, – c'est cela dont il s'agit, avec la résistance possible et les représailles que cela implique – ne peut aboutir qu'à la dégradation morale du peuple israélien », dit-on à gauche. À quoi la droite répond qu'il n'y aura pas de résistance populaire, car la police y veillera, et les Palestiniens n'ont pas la même « mentalité » que les Algériens. On ne veut pas admettre le mécanisme inévitable de la répression. On peut se demander comment se transformerait l'État d'Israël s'il était confronté à une guerre populaire, comment cette société militarisée et cette démocratie nationaliste résisteraient à certains vertiges. Il est vrai que le Mapai, la principale puissance politique qui s'appuie sur le syndicat-patron de la Histadrout, a la possibilité et semble-t-il la volonté de résister aux tentations d'une aventure dont le général Dayan serait peut-être moins l'instigateur que la caution rassurante.

Même si l'annexion n'est pas immédiatement la solution retenue, on voit mal, à l'arrière-plan de la politique d'occupation prolongée qui se présente comme une absence de politique, quelle autre solution qu'une annexion ou un protectorat pourrait prévaloir, une fois les investissements faits (et dont le besoin stimulerait l'importation de capitaux) et l'intégration économique réalisée.

Certes, la solution palestinienne comme les autres projets, ne peut qu'entraîner la formation d'un glacis protecteur de « bons Arabes ». Pour l'Égypte et la Syrie, la Fédération ne pourrait guère signifier autre chose qu'une machine de guerre contre le socialisme arabe s'il est vrai que sa construction exige l'unité du monde arabe. Mais les Israéliens, sceptiques à l'égard du socialisme arabe, ne voient pas en quoi l'arabisme, au nom duquel Nasser a avalisé, à son corps défendant sans doute, les régimes les plus réactionnaires, serait par lui-même progressiste.

Cependant, tandis que la Fédération, si elle impliquait en Israël d'importantes révisions, pourrait favoriser l'intégration du pays dans le Moyen-Orient, la reconnaissance de la personnalité palestinienne dans le nationalisme arabe produirait dans tous les cas un changement dans la vie politique de la région.

Car si les nationalismes se sont cimentés jusqu'ici en épuisantes répétitions d'identité – retour à une histoire ou appartenance à une aire traditionnelle, – c'est que la recherche d'un contenu n'apparaissait possible que dans la négation de l'autre – réelle ou idéologique.

Il serait pour la première fois possible de reconnaître en l'autre ses propres ambitions constructrices ; et pour Israël, de découvrir le sens de son histoire.

Missions au Mont Athos

exécutées au titre de la Recherche coopérative sur programme 94
« Archives de l'Athos »

1. Monastère de Saint-Pantéléimon (*Rossikon*)

Mission de MM. G. Dagron et J. Lefort en septembre 1968

Entre le « voyage » pittoresque et la publication d'archives, il y a place pour quelques notes et réflexions.

L'hospitalité du *Rossikon* a déjà été souvent notée. Dans la misère, dans l'abandon, elle ne se dément pas. Elle impose à celui qui en bénéficie au-delà de la durée normale de quarante-huit heures un devoir de discrétion et une participation aux frais. Pour un séjour d'étude un peu prolongé, il est préférable d'écrire – en russe ou en grec – à l'higoumène ou à l'économe. J'ai reçu une réponse rapide et très courtoise.

Avant l'incendie du mois d'octobre 1968, le monastère comptait déjà bon nombre de dépendances en ruine, notamment les vastes hôtelleries qui bordent la mer, abandonnées depuis un demi-siècle, et qui n'ont plus ni toit ni fenêtres ; mais les bâtiments compris dans l'enceinte du monastère étaient, sinon tous occupés, du moins tous à peu près entretenus : le *katholikon* où, en vertu d'une décision patriarcale, la liturgie est bilingue – grecque et russe – ; le *sobor* russe, de liturgie slavonne, qui occupe les deux derniers étages du bâtiment nord ; l'immense *trapeza* de huit cents places ; un campanile à la russe ; une bibliothèque construite assez récemment dans une partie de la cour ; le *skeuophylakion* où sont gardés objets précieux et documents d'archives ; une hôtellerie à quatre étages tenue par un *archontaris* grec ; de vastes salles de réception aux murs couverts de tableaux, de photographies qui évoquent l'ancienne Russie et ses donateurs impériaux, qui donnent aussi une idée du renom et de la richesse du monastère à la fin du siècle dernier. L'incendie de l'automne a fait des ravages. Il n'a pas atteint les églises, la bibliothèque, les archives, mais il a détruit certains bâtiments de l'enceinte et les salles de réception, les souvenirs et un peu du courage des survivants de l'Athos russe.

Dans ce couvent peuplé d'images, il ne reste plus que vingt-deux moines.

Bien moins si l'on ne compte que ceux qui sont encore capables d'assurer le service écrasant des offices dans les deux églises. Ils se sont regroupés, dans le désert des étages vides ; quelques-uns dans le bâtiment nord à proximité du *sobor*, autour de l'higoumène et archimandrite Ilian qui, malgré son grand âge, reste le chef de la communauté et participe sans défaillance à la liturgie, les autres dans le bâtiment sud (plus près du *katholikon*) autour du Père David, économe actif et compétent qui assume déjà la plus grande part des responsabilités. Je citerai encore le nom du hiéromoine Séraphim et celui du Père Cyrille, le bibliothécaire qui nous a si généreusement aidés.

L'Athos russe continue d'exister. Va-t-il disparaître, comme on ne cesse de le prédire depuis 1917 ? En dehors du Rossikon, les hauts lieux du monachisme russe à l'Athos sont peu à peu abandonnés. Le monastère primitif de Xylourgou (Bogoroditsa, à deux heures du couvent du Pantocrator) existe toujours, mais n'est



plus habité que par un moine bulgare ; son compagnon, macédonien, s'est replié au Rossikon, où il est devenu portier. Le premier couvent de Saint-Pantéléimon (Paliomonastiro), situé dans la montagne à quatre kilomètres environ de l'actuel Rossikon, tombe en ruine (sauf une église luxueusement décorée, construite en 1917 et laissée inachevée) ; il n'abrite plus qu'un moine serbe, le Père Géorgios, qui s'adonne à la prière du cœur. Dans la riche skite du Prophète Élie, qui dépend du Pantocrator, il n'y a plus que deux moines âgés et infirmes ; les bâtiments sont entretenus, et leur visite est assurée par deux laïques grecs. La skite de Saint-André, près de Karyès, a été presque entièrement détruite par un incendie et paraît vouée à une disparition rapide. Les skites de Karoulia, de Saint-Artémios sont-elles encore « russes » ? Les moines du Rossikon l'ignorent. Il est impossible de faire un compte exact des *kellia* dispersés que le monastère de Saint-Pantéléimon possédait sur le territoire de l'Athos et pour lesquels il reste dans les archives un grand nombre d'*homologa* (contrats d'établissement).

Les chiffres concernant le monastère de Saint-Pantéléimon lui-même sont accablants : près de 1 500 moines en 1903 ; 132 en 1950 (dont 22 dans des *kellia* extérieurs) ; 70 en 1955 (d'après E. Amand de Mendieta), 22 en 1968 (2 grecs et 20 russes, dont 5 très âgés qui ne peuvent plus quitter leur cellule). Je vois pourtant un avenir moins sombre que l'higoumène – il m'en coûte moins il est vrai ! Quelques moines venus des milieux russes de l'émigration ont la jeunesse et la force de prolonger la vie du monastère ; surtout, quatre moines sont arrivés récemment de Russie soviétique (l'un est reparti, les trois autres sont restés ; parmi eux se trouve un jeune moine qui était diacre à Pskov et qui désormais chante la liturgie dans le *sobor*). Cette ouverture n'est sans doute pas à interpréter comme une libéralisation des règles soviétiques en matière d'émigration et de tolérance religieuse, mais comme un souci de ne pas laisser entièrement s'éteindre une présence russe, traditionnelle dans cette région du monde. Séquelle durable, mais combien modeste, de la politique tsariste du XIX^e siècle.

Le danger d'un tarissement définitif des effectifs du Rossikon est peut-être moins grave que celui d'une dénaturation de la terre athonite elle-même, d'une emprise gouvernementale sur la « sainte montagne », que la plupart des monastères grecs redoutent (ils l'ont écrit récemment dans les journaux d'Athènes), mais dont auraient particulièrement à souffrir les minorités ethniques. Cette poussée du nationalisme hellénique inquiète les Russes ; elle a suscité, ces derniers mois, une polémique violente entre le patriarche de Moscou et l'archevêque d'Athènes, dans laquelle – mise à part une mauvaise foi égale de part et d'autre – on retrouve les échos d'un conflit traditionnel sur la définition politique de l'Athos.

Les actes du monastère sont conservés dans un coffre du *skeuophylakion*, roulés en liasses qui correspondent au classement – un peu arbitraire – adopté par l'édition de Kiev (*Akty russkago na svjatom Athone monastyrja sv. velikomučenika i celitelja Panteleimona*, Kiev, 1873). On compte au total pour l'époque byzantine vingt et un actes en grec et quinze en serbe. Si peu avertis qu'ils soient de l'histoire ancienne de leur communauté et du contenu des documents, les moines du Rossikon conservent à part et avec un soin particulier l'acte (n° 7 de l'édition de Kiev) par lequel l'higoumène de Xylourgou, « autrement dit du couvent tòn Rousôn », obtint en 1169 de relever et d'occuper le monastère du Thessalonicien (Saint-Pantéléimon) ; il leur sert d'argument contre ceux qui mettent en doute le caractère russe du couvent à ses origines.

Gilbert Dagron

2. Monastère d'Esphigménou

Mission de M. Lefort, en septembre 1968 et avril 1969

Vu du kellion d'Antoine de Petchersk, le monastère d'Esphigménou demeure tel que le vit Barskij en 1744 : une forteresse sur la mer, un grand jardin clos *resserré* entre deux collines (mais il faudra peut-être renoncer à l'étymologie traditionnelle, proposée déjà au xix^e siècle par le patriarche Philothée, selon laquelle le nom du monastère décrirait son site, s'il se confirme que la forme généralement attestée au xi^e siècle est Esphagménou et non Esphigménou).

La diminution du nombre des moines est un fait banal à l'Athos : 150 moines en 1870, 85 en 1903, 43 vers 1950, 30 aujourd'hui, tous grecs sauf le portier, roumain, et la moitié ayant moins de quarante ans. Deux nouveautés témoignent pourtant de l'adaptation d'Esphigménou au monde moderne : la transformation de l'église de la façade sud-est en bibliothèque – ce sera l'une des plus agréables et des plus belles bibliothèques de l'Athos – et la construction de la route Hiérissos-Chilandar Esphigménou, qu'un bulldozer achevait de tracer en avril 1969 ; celle-ci facilitera l'exploitation des champs du monastère et le transport des malades en cas d'urgence et de mauvaise mer. Ces travaux témoignent aussi d'une aisance financière.

Pourtant l'intégration relative d'Esphigménou au monde moderne n'est pas acceptée sans difficultés : les moines sont divisés sur l'utilité de ces travaux, et chacun des liens nouveaux avec le « monde » apparaît d'abord comme une agression.

Le monastère « le plus pieux de l'Athos » se conçoit comme l'une des plus sûres citadelles de l'orthodoxie, citadelle assiégée par les diables de la nouveauté, qu'il s'agisse de l'œcuménisme (on n'y prie pas pour le patriarche Athénagoras) ou du contrôle plus étroit de l'État grec qui remet en cause mille ans d'autonomie, refuge où il est temps encore de faire son salut, avant que ne surgissent de l'Occident latin les mille navires venant incendier l'Athos, détruire la ville et mettre fin à ce monde.

Envoyé deux fois en mission au monastère d'Esphigménou, j'y ai reçu un accueil bienveillant, puis chaleureux de la part des moines, qui jugèrent pieux le projet de faire connaître au « monde » l'histoire ancienne du couvent. L'higoumène, le père Athanasios, les Pères Procopios (bibliothécaire), Germanos (secrétaire) et particulièrement le jeune moine Ephraïm me facilitèrent de toutes les façons le travail de lecture et de photographie des archives d'époque byzantine.

La salle des archives d'Esphigménou, située dans l'une des tours, contient une armoire où l'on trouve des plans de *métokhia* situés en Moldavie, des cahiers de copies et deux catalogues des archives. Celles-ci, réparties dans vingt dossiers de carton, sont actuellement conservées dans une malle.

En juillet 1943, Fr. Dölger, en visite à l'Athos en compagnie de quelques professeurs grecs, photographia certains documents ; en novembre 1943, onze documents byzantins et une cinquantaine de documents d'époque turque furent ôtés de la malle et mis dans un dossier intitulé « *prôtekdikiou* » : le monastère était en conflit depuis 1934 avec l'État grec au sujet de la propriété de deux métèques, dont l'un est situé en Chalcidique. Des photocopies de ces documents furent remises à l'avocat du couvent ; parce que ces photocopies avaient été perdues pendant la guerre, les documents eux-mêmes furent confiés à l'avocat en 1949. En février 1969, le procès en arrivant à une phase décisive, les documents furent déposés, semble-t-il, au tribunal de l'Aréopage à Athènes.

Je n'ai donc trouvé à Esphigménou que vingt documents byzantins, qui sont maintenant décrits et photographiés. Parmi eux, cinq sont entièrement ou partiellement inédits. L'un d'eux, un acte privé du *xi*^e siècle qui émane de Théoktistos, higoumène d'Esphigménou et prôtos de l'Athos, était complètement inconnu.

Parmi les onze documents qui se trouvent à Athènes, figure un inédit de Matthieu, métropolite de Serrès, de 1393 ; j'en ai trouvé à Esphigménou une copie du *xix*^e siècle.

Jacques Lefort

Publié dans *Travaux et Mémoires* 4, 1970, p. 521-524.



À DUMBARTON OAKS

1982, 1987, 1991

**« Continuity and Change in Late Byzantine
and Early Ottoman Society », 16-14 mai 1982**



Debout, de gauche à droite : Jacques Lefort, Ronald Jennings, Halil Inalcik, John Haldon, Angeliki E. Laiou, Speros Vryonis Jr., Aleksandr Kazhdan, Vasilis Dimitriadis, Peter Topping. Assis, de gauche à droite : Heath Lowry, Anthony Bryer.

« Mount Athos », 1^{er}-3 mai 1987

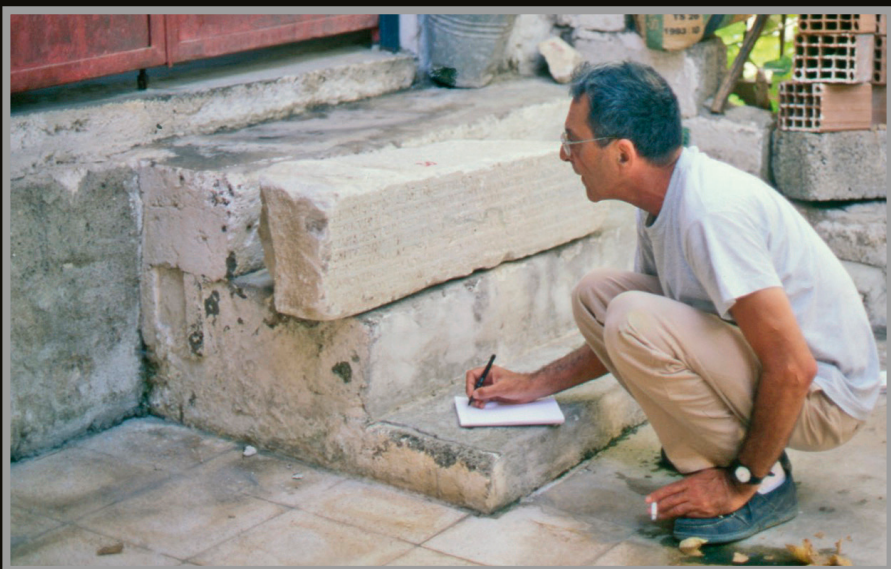


Debout, de gauche à droite : Robert Taft, Phaedon Malingoudis, Kallistos Ware, Jacques Lefort, Mirjana Živojinović, Paulos Mylonas, Rev. John Meyendorff, Anthony Cutler, Vojislav Đurić, Robert Allison, Dimitri Conomos. Au centre : Nicolas Oikonomidès.

**« Byzantine Civilization in the Light
of Contemporary Scholarship », 5-3 mai 1991**



Debout, de gauche à droite : Jaques Lefort, Ihor Ševčenko, Gunter Weiss, Jean-Pierre Sodini, Erich Trapp, Slobodan Ćurčić. Assis, de gauche à droite : Henry Maguire, John Haldon, Rev. John Meyendorff, Angeliki E. Laiou, Aleksandr Kazhdan, Aristeides Papadakis, Jakov Ljubarskij.





NOTES

